



Boycottons les élections capitalistes ! Luttons pour le pouvoir populaire !

★ *Un appel du Parti communiste révolutionnaire à l'occasion de l'élection fédérale* ★

Ainsi donc, le gouvernement Harper a décidé que la campagne en vue de l'élection fédérale qui aura lieu le 19 octobre prochain durera 78 jours. Il faut dire qu'avant même qu'elle soit officiellement déclenchée, les partis qui aspirent à administrer l'État bourgeois étaient en campagne depuis déjà plusieurs semaines. Avec une campagne interminable comme celle-là, ils espèrent peut-être nous avoir à l'usure et nous convaincre que le scrutin constituera un « moment exceptionnel de la démocratie canadienne » ; désolés, mais pour la majorité d'entre nous, c'est peine perdue !

Les partis en lice vont se succéder en s'engageant à faire quelque chose « pour nous », la classe ouvrière, les autochtones, les femmes, les jeunes, etc. ; ils en auront pour tout le monde ! Certains s'adresseront même parfois à nous comme étant un parti des travailleurs et travailleuses, des « gens ordinaires » ou des « Canadiens qui travaillent dur » ! Surtout, ils vont nous rappeler avec insistance que l'on doit faire notre « devoir de citoyen » et que l'élection est l'occasion de « dire notre mot » ; que cette fois, c'est différent, que les enjeux sont exceptionnels, que nos droits et libertés sont en jeu – et le Canada lui-même, un coup parti ! – et ainsi de suite.

Mais au-delà des belles paroles et de la propagande, ce dont il est vraiment question comme à chaque élection, c'est de déterminer quelle équipe dirigera cet État – l'État canadien, celui de la classe bourgeoise, des riches et des puissants, un État colonialiste, impérialiste et réactionnaire depuis toujours et qui le restera tant qu'il ne sera pas démantelé et remplacé par un nouveau pouvoir populaire. Changeront, changeront pas ? Les visages se sont succédé à la Chambre des com-

munes depuis bientôt 150 ans sans que cela n'ait jamais changé la nature de ce pays.

Cet État, qui fait partie de tout un système, a toujours servi et continue à servir les intérêts de ceux qui possèdent le pouvoir réel – les détenteurs du grand capital. Cela va continuer, peu importe ce qu'en disent ceux qui sollicitent notre appui et tentent de nous convaincre que tout se jouera lors du scrutin.

On a vu récemment en Grèce la vraie nature de cette « démocratie » bourgeoise avec son parlement et ses élections : les masses populaires ont élu un gouvernement sur un engagement clair à mettre fin aux mesures d'austérité ; elles lui ont réitéré ce mandat avec force lors d'un référendum. Mais tout cela n'a pas fait un pli sur la différence et le gouvernement de la « gauche radicale » s'est lamentablement écrasé, au grand dam de ceux et celles, ici comme en Grèce, qui nous le présentaient comme le plus grand espoir de « dépassement » du capitalisme ; alors que la seule chose qui est dépassée dans toute cette histoire, c'est bien cette « gauche » qui croit encore à la possibilité de changer le système de l'intérieur par la voie électorale et parlementaire.

À quoi donc servent les élections, celle-ci comme les autres ? Parfois, à renouveler le personnel dirigeant selon les intérêts des secteurs dominants du moment du grand capital. Toujours, elles servent à mobiliser et remobiliser les masses populaires, à les amener autant que possible à consentir à ce que le monde continue comme avant et les convaincre qu'il n'y a pas d'autre option, quitte à y apporter quelques petits changements ici et là, mais jamais sur les choses essentielles.

L'élection de cette année se déroule dans un contexte général de crise et d'imposition des mesures d'austérité, au Canada comme dans tous les grands pays capitalistes que l'on dit « avancés ». Elle se situe dans une période marquée par l'intensification des rivalités inter-impérialistes, des guerres et menaces de guerre et la répression systématique des aspirations légitimes des peuples à la libération.

Au Canada, cela se traduit par les mesures de crise, les attaques contre les salaires et les protections sociales, la poursuite du génocide et de la dépossession des nations autochtones, la remise en cause des acquis remportés par les femmes, l'attrition du système des « droits et libertés » dont la bourgeoisie s'était tant vantée au siècle dernier, la stigmatisation de communautés migrantes et musulmanes, etc. Si elles sont de toute évidence plus intenses, ces attaques menées de front par la bourgeoisie et son État ne représentent en rien une rupture avec ce qu'a toujours été le Canada ; au contraire, elles sont en parfaite continuité avec l'histoire de ce pays. Et leur durcissement n'est pas tant le fait des bandits du gang à Harper, si détestables qu'ils soient, mais un phénomène nécessaire au maintien de l'ordre bourgeois.

Ces attaques de la bourgeoisie suscitent la résistance : celle des nations autochtones qui continuent à lutter avec courage pour leur droit à l'autodétermination, toujours inspirées par l'héroïque soulèvement de Kanehsatake il y a 25 ans ; celle des travailleuses et travailleurs, des femmes et de la jeunesse étudiante, des environnementalistes et communautés qui se battent contre la réalisation de projets mettant en cause leur sécurité et parfois même l'avenir de l'humanité ; celle des communautés afro-canadiennes qui se mobilisent dans la foulée du mouvement #BlackLivesMatter. Cette résistance, que la bourgeoisie voudrait bien écraser, demeure encore dispersée.

Dans un tel contexte, la tentation sera grande, chez certains, de vouloir « essayer autre chose », en espérant que cet autre chose sera moins pire que les conservateurs. C'est déjà ce que nous disent certains ténors de la grande bourgeoisie. Celle-ci a été bien servie par le gouvernement Harper depuis 10 ans. Mais elle semble s'être résignée à devoir miser sur un autre cheval, et peut-être même à essayer celui – le Nouveau parti démocratique – qui n'a jamais occupé la pôle position, mais qui pourrait lui rendre service à son tour, quitte à devoir concéder quelques miettes.

Comme travailleurs et travailleuses, on n'a rien à gagner à participer à ces manigances. Cela, on est nombreuses et nombreux à l'avoir déjà compris, comme en témoigne la baisse constante du taux de participation aux élections, encore plus marquée dans les classes populaires. Les défenseurs du système bourgeois se plaignent de notre « cynisme », mais le vrai cynisme, c'est celui de la bourgeoisie et de ceux qui essaient encore de nous faire croire qu'une élection peut changer le monde.

Il n'y a rien de cynique, pour une travailleuse immigrante à statut précaire qui peine à survivre avec son salaire de misère,

à rentrer chez elle après son quart de travail et à éviter d'aller perdre son temps au bureau de scrutin le jour du vote. Il n'y a rien de cynique, pour un jeune autochtone, à suivre l'exemple des membres de sa communauté et à se foutre – royalement ! – des représentants de l'État qui viendront leur offrir de participer à un exercice qui s'avère un pilier du système colonial oppresseur.

Les gens qui boycottent les élections le font pour toutes sortes de raisons, bonnes ou moins bonnes. Mais une chose est claire : nous sommes de plus en plus nombreuses et nombreux à penser qu'on n'a rien à foutre de ce cirque et que tous ces politiciens et partis qui essaient de nous embarquer dans leur jeu sont des menteurs dans le pire des cas ou à tout le moins, de pathétiques marchands d'illusions. Et cette perception, elle est parfaitement fondée.

Comme parti dont l'objectif essentiel est de lutter pour mettre fin au système d'exploitation et d'oppression qu'est le capitalisme et faire naître une nouvelle forme d'organisation sociale basée sur la majorité prolétarienne et populaire – le socialisme ! – le Parti communiste révolutionnaire propose de transformer ce phénomène de boycott spontané en un mouvement conscient et organisé. Cela implique de contester, durant toute la campagne électorale et encore après, les fausses solutions et l'hypocrisie de la bourgeoisie et de ses partis, et de rejeter les illusions promues par les défenseurs « de gauche » du système.

Cela veut dire de regrouper tous ceux et toutes celles qui se reconnaissent dans cette critique du système bourgeois et aspirent, non pas à un changement de façade, mais à une transformation révolutionnaire du monde dans lequel on vit. Cela signifie de construire et renforcer les organisations – le parti et les organisations qui militent et mobilisent les masses pour une telle transformation – dont on a besoin pour réaliser cet objectif. Cela exige de déployer les moyens – tracts, affiches, journaux, sites Web... – qui permettront de propager cette critique et ces perspectives auprès du plus grand nombre. Et d'incarner ces aspirations par des actions concrètes, qui confrontent les profiteurs et les défenseurs du système. Bref, c'est de faire ce que nous, maoïstes, appelons « construire le camp de la révolution ».

Plus particulièrement, le PCR appelle à la tenue **d'une journée pancanadienne d'action la veille du scrutin, le dimanche 18 octobre**, pour rassembler tous ceux et celles qui en ont ras-le-bol et affirmer notre engagement, qui est bien plus qu'une promesse électorale, pour les quatre prochaines années : la lutte de classe contre les capitalistes et leur État !

**Faites passer le mot : boycottons l'élection du 19 octobre !
Luttons pour le socialisme et la fin de toutes les oppressions !**

Le 13 août 2015

*Vous voulez participer à cette campagne ?
Contactez l'organisation du PCR de votre localité
ou écrivez à info@pcr-rpc.ca*